

A la lecture de l'article récent de Michel Martineau consacré au passage du livre de Joseph Kessel *L'armée des ombres*, qui relate la mort du commissaire Yves Théry et du gardien de la paix Jules Martin, je découvre la photographie d'une plaque apposée début 1944 dans une annexe du ministère de l'Intérieur et dédiée "*aux fonctionnaires de la sécurité publique morts victimes du devoir*". Il se trouve que cette plaque porte le nom d'un policier dont je connais bien l'histoire, Jean Régnier, abattu à Montceau-les-Mines, le 8 février 1944... Je vous livre ce que j'ai rassemblé à ce jour sur ce meurtre, dans le cadre d'une recherche en cours ; ses conséquences furent localement catastrophiques pour les organisations résistantes. Le récit soulève un coin du voile sur une organisation bien oubliée de la Résistance, les Forces unies de la jeunesse patriotique (FUJP)...

L'assassinat de l'inspecteur de police de sûreté

Jean-Marie Régnier

Montceau-les-Mines, le 8 février 1944

Contexte - Dans le bassin houiller de Montceau-les-Mines, en Saône-et-Loire, les organisations de résistance n'apparaissent véritablement que dans le courant de l'année 1943, de façon active et visible après la grève des mineurs d'octobre. Résistance gaulliste et résistance communiste connaissent dès lors des cheminements parallèles.

L'influence communiste, notable à la fin des années 30, avait été éliminée presque totalement durant les années 1941 et 42. Les premiers militants avaient été arrêtés sous l'accusation de reconstruction du parti interdit, les derniers en 1942 pour avoir soutenu l'OS ou participé à son noyau local.

En 1943, la reconstruction de cette influence reposa largement sur le développement du Front national, et surtout sur l'implantation d'un mouvement de jeunesse. D'abord porté par l'organisation des jeunes FTP, le Front patriotique de la jeunesse (FPJ), ce mouvement s'inscrivit dès octobre dans le cadre de l'organisation unitaire des jeunesses résistantes, les Forces unies de la jeunesse patriotique (FUJP) qui venaient d'être créées nationalement, sous l'égide du CNR. En Saône-et-Loire, les FUJP naquirent ainsi dans l'orbite du mouvement communiste... Contrairement aux FTP qui furent bien longs à se développer, les FUJP connurent immédiatement un succès étonnant et tendirent rapidement à s'autonomiser. La raison principale tient à la radicalisation de bon nombre de ces jeunes passés par l'éphémère

maquis FTP de la Charmée¹, mais aussi à la migration d'une partie des plus actifs dans l'orbite de l'Armée secrète, qui pouvait leur offrir armes, missions risquées et soldes qui répondaient à leurs vœux. Finalement pour la plupart, l'action n'avait pas d'étiquette, ce qui, comme on peut l'imaginer, ne convenait guère aux dirigeants, qu'ils soient communistes ou gaullistes.

C'est durant la courte période où les FUJP avaient atteint le point culminant de leur développement qu'elles abattirent d'abord un ingénieur des Mines (Jean-Louis Bousquet, le 5 janvier 1944), puis un trafiquant (Armand Sabbatucci, le 27 janvier) et enfin l'inspecteur Régnier (le 8 février), les tueurs étant les deux jeunes les plus audacieux du groupe de choc FUJP : Robert Simon et son copain le plus proche, le Polonais Florian Smolarek. Mineurs tous deux, dotés d'un même tempérament de "tête brûlée", ils avaient acquis une grande popularité parmi la jeunesse turbulente du quartier ouvrier du Bois-du-Verne.

Soirée du 8 février 1944, meurtre de l'inspecteur Régnier

Jean-Marie Régnier est né le 21 février 1903 à Martigny-le-Comte. Au commissariat de police de Montceau, il est inspecteur de Sûreté hors classe de la police régionale d'Etat, en lien avec la 11^{ème} brigade régionale de police de sûreté de Dijon. Il réside avec sa femme et sa fille de 14 ans au 24 de la rue Claude Forest, à proximité de la gare.

Le 27 octobre 1943, son nom a été cité (avec ceux de trois autres policiers, dont le commissaire de police Dives) dans un tract du Front patriotique de la jeunesse (FPJ), qui menaçait de représailles les policiers et gendarmes trop zélés dans la répression contre les communistes, l'année précédente.

Le 8 février 1944, vers 18h50, alors que la nuit est déjà tombée sur la ville et qu'il rentre de son travail à vélo, il est abattu de trois balles dans le dos tirées sur lui au bas de la rue Claude Forest, à proximité de son débouché sur l'avenue Roger Salengro, à environ 250 mètres de son domicile. Il meurt peu après son arrivée à l'hôpital des mines. Les douilles de sept balles sont retrouvées, quatre de calibre 7,65mm, trois de calibre 9mm, laissant penser qu'il y a eu deux tueurs.

On connaît aujourd'hui son emploi du temps dans l'après-midi de ce 8 février ; on sait qu'il avait passé plusieurs heures, attablé au café situé au 1, rue du Pont, café tenu par Pierre Thévenet, un activiste de la résistance gaulliste, engagé précocement dans l'action d'Henri Vairon et dans les Mouvements Unis de la Résistance, sous le pseudo de "Hector"... Les résistants gaullistes étaient nombreux à fréquenter l'établissement ; on y voyait souvent

¹ Formé en septembre 1943 par le commandement FTP départemental, ce premier maquis FTP structuré de Saône-et-Loire occupée fut dispersé par les Allemands le 27 décembre.

Marc Boillet depuis qu'il avait été recruté par l'AS de Montceau après la chute du maquis de la Charmée. Avec lui venaient vider une chopine d'autres transfuges du maquis FTP, Marlin, Vannier et certains de leurs amis des quartiers du bassin minier ; on sait même que Jean-Louis Devillard y passait régulièrement quand il faisait la liaison avec le maquis AS de l'Ain où il était maintenant réfugié. Or ces jeunes étaient toujours liés à leurs copains restés dans l'influence communiste des FUJP ; ils avaient même, ensemble, mené une action spectaculaire : l'évasion de l'hôpital des mines de leur camarade Konrad Makilla, gravement blessé lors d'un cambriolage et placé sous la garde des gendarmes.

Et c'est dans ce café Thévenet, si fortement marqué, que l'inspecteur Régnier vint s'installer avec une connaissance en cet après-midi du 8 février 1944. On raconta par la suite qu'à sa table se trouvaient plusieurs résistants, dont très probablement le patron, Pierre Thévenet. Le gendarme Thavaux, dont la caserne était proche, y fit aussi un bref passage.

La tournée prit fin peu après 18 heures ; en sortant, l'inspecteur Régnier passa au commissariat de police, à 10 minutes à pied, où il raconta sa journée à l'inspecteur Paul Duvernois qui était de garde, lui confiant qu'il avait l'impression de *"s'être fourré dans un guêpier"*.

Il en repartait vers 18h40 pour être abattu quelques minutes plus tard.

Comme l'inspecteur Duvernois le formulait alors², on ne peut que faire un *"certain rapprochement entre le passage de Régnier au café Thévenet et l'assassinat dont il avait été victime"*. L'hypothèse la plus solide aujourd'hui est, qu'assistant à l'entretien, un jeune de la Charmée avait jugé que l'inspecteur détenait des informations - ou préparait des initiatives - dangereuses pour l'organisation de jeunesse du bassin minier. Le tour de table était en effet complexe : le policier pensait être en tête à tête avec l'AS et partager une connivence sur certains événements récents (en particulier l'assassinat de l'ingénieur Bousquet), mais un participant se sentait surtout solidaire avec les jeunes activistes, dont trois membres appartenant au groupe de choc FUJP venaient d'être arrêtés : Claude Blond, dont le nom figurait sur une liste des personnes recherchées, avait été reconnu par les policiers de Montchanin et arrêté le 26 janvier ; surtout Joseph Erbi, le chef du groupe de choc, et son camarade Georges Thomas venaient tout juste d'être saisis par les gendarmes de Montceau et Blanzay, cela les 4 et 5 février. Que l'inspecteur, en toute confiance avec l'AS, ait révélé être impliqué dans les enquêtes liées à l'évasion de Konrad Makilla, qui avaient mené à ces arrestations, ou encore montré qu'il avait compris trop de choses sur le meurtre de l'ingénieur Bousquet ou sur divers cambriolages récents, voilà qui avait signé son arrêt de

² AD21 1072W09. Paul Duvernois, chef de la police de sûreté au commissariat de Montceau, sera lui-même abattu le 28 août 1944, une semaine avant la libération de la ville, par deux hommes de main de la résistance communiste polonaise, les frères Paulin et Jean-Pierre Kabacinski.

mort. Quelqu'un autour de la table montra-t-il son sentiment à ce moment, ce qui aurait fait comprendre à Régnier qu'il s'était "fourré dans un guêpier" ?

Le court laps de temps entre la fin de la conversation au café et l'assassinat laisse supposer que le tueur était présent lors de la conversation ou bien qu'il reçût presque immédiatement l'information, la décision de tuer l'inspecteur étant prise dans l'instant, sans en référer à aucun supérieur. Très rapidement l'information se répandit qu'une fois encore Simon et Smolarek étaient impliqués.

Simon et Smolarek, les ennemis publics

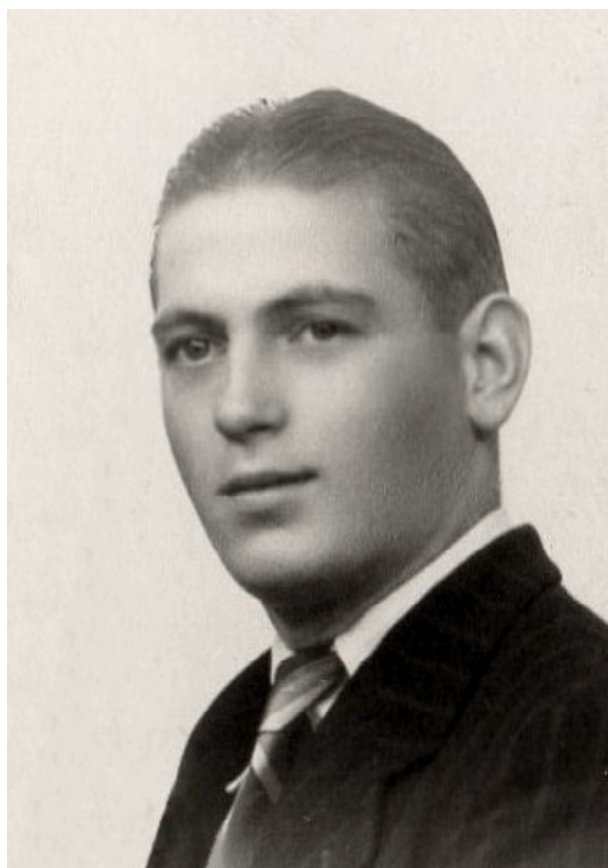
Cet assassinat aura une répercussion majeure sur l'échiquier police-résistance du bassin minier. En première ligne, le commissariat de police est en émoi : Régnier était l'un des quatre noms portés sur le tract de menace publié par le Front patriotique de la jeunesse en octobre précédent. Les autres alors désignés, dont le commissaire, doivent-ils s'attendre à des agressions ? En amont, la 11^{ème} brigade régionale de police de sûreté à Dijon focalise son intérêt sur le bassin minier, déjà si remuant. C'est maintenant un collègue de la police de sûreté qui vient de tomber ! Le nouvel intendant régional de police qui vient d'être nommé à Dijon, Charles Courier, donne un ordre écrit de préparer, en coopération avec la police allemande, un vaste coup de filet dans l'agglomération montcellienne. Un jeune inspecteur est dépêché pour prendre en main l'enquête sur le meurtre de Régnier ; il s'agit de René Liou-Tchen-San, d'origine chinoise et né à Montchanin en 1921 ; tous l'appellent "Liou" ou plus familièrement "le Chinois" ; il est sous l'autorité directe du commissaire Jacques Marsac, commandant de la section des affaires politiques (SAP) de la 11^{ème} brigade régionale³.

De son côté la résistance gaulliste est excédée de voir le jeu relationnel qu'elle menait avec la police locale ainsi pulvérisé, bouleversant les équilibres existants, cela sans que la direction de la résistance communiste, avec qui elle a des contacts, paraisse contrôler les agissements de l'organisation de jeunesse née dans son orbite, les FUJP. La décision est immédiatement prise de nouer une relation avec l'inspecteur Liou, et derrière lui avec la 11^{ème} brigade régionale de police de sûreté, jusqu'à proposer d'unir les forces pour retrouver l'assassin de Régnier, Robert Simon, et ses complices. Plusieurs rencontres ont alors lieu, d'abord avec des intermédiaires puis avec Henri Vairon lui-même, le chef de l'AS pour le bassin minier. C'est là que la liste des jeunes FUJP à capturer avec Simon est soumise aux

³ Au lendemain de la libération de la Bourgogne, le commissaire Marsac fut arrêté, en vue d'un procès devant la Cour de justice de Côte d'Or. Alors que l'instruction de son affaire était terminée, le report du procès suscita une violente manifestation de protestation, au cours de laquelle Jacques Marsac fut extrait de sa cellule et lynché par la foule (16 février 1945). Notons que sa stratégie de défense reposait sur une volonté de démonstration de sa coopération avec la résistance gaulliste, dont cette affaire de Montceau-les-Mines devait constituer un exemple.

résistants et arrêtée avec eux ; ils sont donc avertis de la rafle que prépare la police française et savent ne rien avoir à en craindre.

Si des pièces d'archives dûment recoupées et contrôlées attestent de ce qui précède, on ne possède à ce jour pas de document équivalent indiquant ce que fut la réaction de la direction communiste, pour laquelle on est donc réduit à des hypothèses. Informée évidemment elle-aussi de l'identité des assassins de Régnier, bien au courant de l'importance et du dynamisme des FUJP à qui elle faisait fréquemment appel pour appuyer les FTP trop faibles, excédée cependant de les voir gagner en autonomie et travailler avec des éléments gaullistes ainsi qu'ils l'avaient fait pour libérer Makilla, alertée par les récents succès de l'AS à attirer dans ses rangs les plus combattifs revenus de la Charmée, elle ne put que décider de renforcer son contrôle sur cette population ⁴... Il est aussi plus que probable que c'est alors qu'il fut décidé de mettre au pas Simon et Smolarek ; la suite de cette histoire montre que le verdict fut de les liquider. Encore fallait-il les attraper, ce qui n'était guère facile tant ils étaient devenus populaires dans le monde étroit de la résistance et possédaient de relais dans la population.



Florian Smolarek



Robert Simon

⁴ Se reporter à ce propos aux mémoires d'André Pauchard, *Comme un fêtu de paille...*, éditées par l'auteur en 1990.

La suite (résumée)

L'enquête de l'inspecteur Liou, renforcée par les indications en provenance de l'AS aboutissent à l'organisation d'une grande rafle pour arrêter Simon et Smolarek. De leur côté, les Allemands, en possession d'autres informations visant la résistance gaulliste, organisent la leur. Ces deux actions policières indépendantes se succèdent durant les nuits du 20 au 22 février 1944, suivies de nombreuses arrestations durant les semaines suivantes, à mesure que les interrogatoires produisent leurs effets. La résistance gaulliste en sortira décapitée (par les Allemands), les FUJP définitivement démantelés (par les Français de la 11^{ème} brigade de la police de sûreté de Dijon), le cœur de la résistance d'influence communiste restant peu touché.

Mais Robert Simon et Florian Smolarek étaient passés à travers les mailles. Excessivement prudents, disposant d'une solide protection parmi les populations du quartier ouvrier du Bois-du-Verne et du village voisin de Saint-Bérain-sous-Sanvignes, ils réussirent à quitter la région en direction du val de Saône, où ils trouvèrent à s'engager dans de grands maquis gaullistes. Robert Simon combattit ainsi au sein de la compagnie *Lorraine* des maquis de l'Ain, Florian Smolarek resta en Saône-et-Loire et rejoignit son frère au maquis de Chauffailles, dans le Mâconnais. Leur destin divergea à l'approche de la Libération.

Après la dispersion des maquis de l'Ain par une offensive allemande en juillet 1944, Robert Simon revint dans le bassin minier, en compagnie d'un camarade de son groupe franc, un autre Polonais nommé Stanislaw Dziubek, dont la famille vivait à Miribel, près de l'agglomération lyonnaise. Ils furent appréhendés et abattus ensemble à Saint-Bérain-sous-Sanvignes, le 30 juillet 1944, par un groupe FTP commandé par un militant communiste italien, Ephysius Zuddas. Le verdict prononcé en février était ainsi exécuté ; les tueurs s'étaient seulement trompés de Polonais !

Florian Smolarek en échappa donc ; ayant eu un comportement exemplaire au maquis de Chauffailles, il participa à la libération de Montceau-les-Mines, le 6 septembre 1944, au sein du 3^{ème} bataillon FFI du Charolais, désormais intouchable car devenu héros de la résistance gaulliste.

Quant aux Forces unies de la jeunesse patriotique, anéanties par les arrestations de février-mars 1944 et les conséquences qui en découlèrent (fusillades et déportations), rejetées par les gaullistes comme par les communistes, leur souvenir fut effacé de l'histoire locale.

